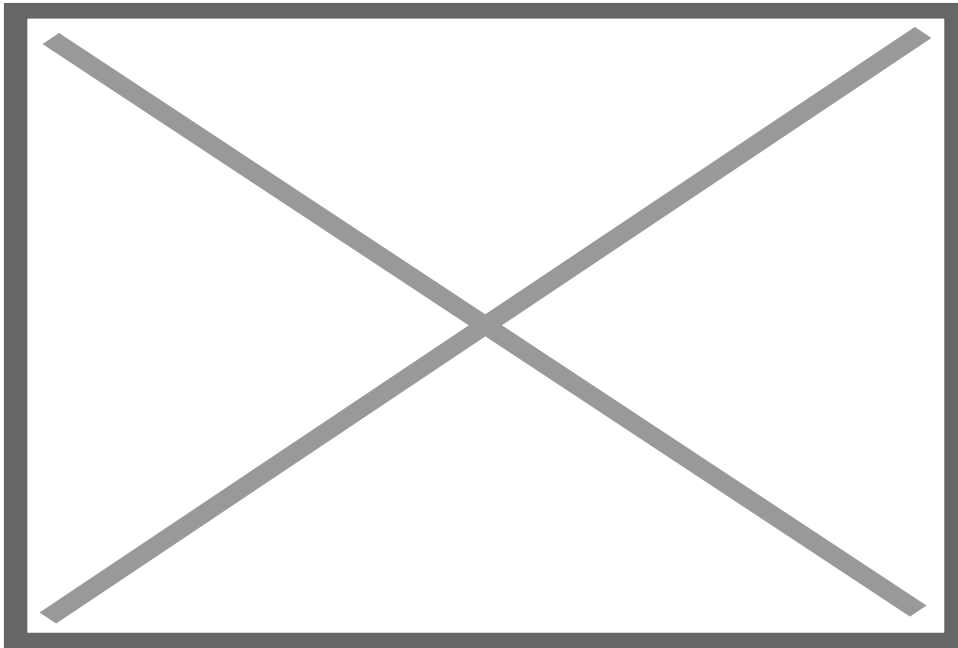


Le lobby israélien impose le retrait d un deuxième candidat aux élections législatives françaises

Description

Par Ali Abunimah, le 22 Mai 2017



Emmanuel Macron, à droite, alors candidat à la présidence de la France, serre la main de Francis Kalifat, président du CRIF, association du lobby pro-israélien de France, au gala annuel de l association le 22 février à Paris. (Erez Lichtfeld / Polaris/Newscom)

La puissante association du lobby israélien de France, le CRIF, a obligé un autre candidat à sortir des élections législatives du mois prochain.

Le CRIF, organisation juive communautaire vigoureusement pro-israélienne, a annoncé que William Tchamaha a été débarqué par le parti La République en Marche du président Emmanuel Macron à cause d un tweet à« anti-sioniste  ».

C est le deuxième candidat contraint au retrait pour avoir soutenu les droits des Palestiniens et le droit international.

Le CRIF avait exigé que le parti de Macron laisse tomber W. Tchamaha, qui concourait pour un siège en Seine Maritime, à cause d un tweet qu il avait post  le 8 février et qui demandait qu Isra l soit

tenu pour responsable de ses violations du droit international.

Le tweet disait : « Un Etat hors-la-loi qui méprise la loi. Boycott des produits israéliens et embargo économique. »

Le tweet de W. Tchamaha comportait un lien vers un reportage sur la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne faite pour faciliter le vol de la terre palestinienne par les colons.

W. Tchamaha a apparemment effacé la totalité de son compte Twitter.

Imposer une discipline

Plus tôt ce mois-ci, le parti de Macron a écarté un autre candidat, le producteur de télévision Christian Guérin, après des plaintes déposées par le CRIF et une autre association du lobby pro-israélien, la LICRA.

C. Guérin avait posté des tweets critiques du rôle croissant que joue le CRIF dans la politique française et favorable à ce qu'Israël rende des comptes.

Le président du CRIF a une histoire liée à l'extrémisme. Il a été membre du mouvement de la jeunesse sioniste d'extrême droite, le Betar, connu pour sa violence.

Le parti de Macron a dressé une liste de novices en politique, dont plus de la moitié n'ont jamais eu aucune fonction politique.

W. Tchamaha, conseiller éducation, a été identifié comme un candidat de gauche qui défend les principes de l'humanité et la solidarité.

Le CRIF et d'autres associations du lobby pro-israélien semblent aller chercher des informations dans les comptes sociaux des candidats pour essayer d'imposer une discipline politique et envoyer un message comme quoi aucune critique d'Israël ne sera tolérée.

Jusqu'ici Macron, qui est arrivé au pouvoir en promettant le changement, a démontré qu'il est lui aussi prêt à se soumettre.

En tant que candidat, il a juré de poursuivre la répression menée par son prédécesseur sur le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens.

La France demande l'extradition d'un Juif extrême

Cependant, les autorités françaises font preuve d'une rare propension à défier Israël dans le cas de l'extrême juif français Gregory Chelli.

G. Chelli, qui se fait appeler Ulcan, opère depuis Israël. Il a été accusé d'une série d'appels canulars qui ont provoqué de violentes descentes de police chez des gens innocents.

Dans l'incident le plus notoire, G. Chelli avait ciblé la famille d'un journaliste français Benoît Le Corre, présumant peut-être la mort de son père.

Le journal de Tel Aviv *Haaretz* écrivait dimanche que G. Chelli, qui vit dans un appartement du front de mer de la ville d'Ashdod, fait l'objet d'une demande d'extradition pour 50 accusations pénales.

G. Chelli est maintenant à « au cœur d'un litige entre la France et Israël, qui refuse de l'extrader, en dépit de pressions sérieuses et même d'une visite spéciale ici du ministre français des Affaires étrangères », a dit *Haaretz*.

Impliqué dans une mort

En juillet 2014, G. Chelli, se faisant passer pour la police, a alors appelé les vieux parents de B. Le Corre pour leur dire que leur fils avait été tué dans un accident de voiture.

Deux jours plus tard, G. Chelli a appelé la police se faisant passer pour le père de Benoît Le Corre et a déclaré qu'il avait tué sa femme et son fils. La police armée a fait une descente chez lui en plein milieu de la nuit. Cinq jours plus tard, le père de B. Le Corre a eu une attaque qui l'a plongé dans le coma et est décédé quelques mois plus tard.

Après sa mort, les procureurs ont ouvert une enquête pour violence volontaire ayant provoqué la mort d'une personne sans intention de la donner, charge qui est passible d'une peine de 15 ans de prison.

Le rapport d'un examen médical, publié sur le site de *Rue 89*, a établi que la maladie mortelle du père de B. Le Corre avait été précipitée par le stress, indiquant la possibilité d'un lien direct avec le harcèlement de la famille par G. Chelli.

On raconte que les actions de G. Chelli étaient des représailles contre un rapport de Benoît Le Corre paru sur les sites internet pro-Israéliens propos de ses cyber-attaques.

Un havre de sécurité pour les extrémistes

Israël pratique de longue date une politique de refus d'extradition des extrémistes, y compris ceux qui sont impliqués dans la violence et les meurtres.

Un autre extrémiste juif français, Joseph Ayache, a échappé à la prison en s'enfuyant vers Israël. Chef d'un groupe violent d'extrémistes sionistes, il a été condamné en 2016 par un tribunal parisien à un an de prison.

On l'a déclaré coupable d'avoir mené une série d'attaques extrêmement violentes et coordonnées contre des militants pro-palestiniens à Paris en 2012.

Des membres de la Ligue de Défense Juive, dont on pensait qu'ils étaient derrière l'assassinat en Californie en 1985 du militant de la paix Alex Odeh, ont fui vers une colonie israélienne en Cisjordanie occupée.

On pense que Keith Fuchs et Andy Green, principaux suspects du FBI, vivent dans une colonie extrémiste à proximité de la ville palestinienne d'Hébron.

On rapporte aussi qu'Israël refuse d'extrader vers les Etats Unis, les Israéliens accusés de menacer les institutions juives de centaines d'attaques à la bombe, provoquant terreur et panique dans un contexte de recrudescence de l'antisémitisme depuis l'élection de Donald Trump.

Etant donné qu'Israël souhaite faire un pied de nez même à son principal protecteur, les Etats Unis, il semble qu'il y ait très peu de chance pour que la France, habituellement si ardemment désireuse de

tranquilliser Israël, réussisse davantage à faire rendre justice aux victimes des crimes supposés de G. Chelli.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création
2017/05/24